L'orientalisme en Inde au tournant du XIXe siècle : La réponse du mondialisme britannique à l'universalisme de la Révolution française

Kapil Raj

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/155>

DOI : 10.4000/ahrf.155

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000

Pagination : 89-99

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Kapil Raj, « L'orientalisme en Inde au tournant du XIXe siècle : La réponse du mondialisme britannique à l'universalisme de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 320 | avril-juin 2000, mis en ligne le 23 janvier 2006, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/155> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.155>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

L'orientalisme en Inde au tournant du XIXe siècle : La réponse du mondialisme britannique à l'universalisme de la Révolution française

Kapil Raj

- 1 Les séquelles de la Révolution française déchirent progressivement la Grande-Bretagne durant la dernière décennie du XVIIIe siècle. Dans un premier temps, les événements en France attirent plutôt l'enthousiasme de beaucoup de radicaux et de dissidents protestants ; certains se rallient franchement aux idéaux de la Révolution : « Français [peut-on lire, par exemple, dans les déclarations de la *Corresponding Society* de Londres en 1792], vous êtes déjà libres, mais les Britanniques s'y préparent »¹ ; pendant ce temps, la *Society for Constitutional Information* expédie mille paires de chaussures à Calais pour les « soldats de la liberté » avec la promesse d'en envoyer mille paires chaque semaine pendant au moins six semaines². Beaucoup d'hommes politiques, même dans les rangs des Whigs, y voyant la suite naturelle de la Glorieuse Révolution de 1688, se montrent sinon bienveillants du moins neutres à l'égard des révolutionnaires français. Et le premier ministre, William Pitt le jeune (1759-1806), et son gouvernement cherchent à maintenir des relations paisibles avec la France.
- 2 La voix d'Edmund Burke (1729-1797) est l'une des rares qui s'élèvent dès 1790 pour critiquer la Révolution française. Bien qu'ardent défenseur des révolutions anglaise et américaine parce qu'elles ont rétabli les droits héréditaires et traditionnels des peuples usurpés par des régimes injustes, Burke s'insurge, dans ses célèbres *Reflections on the Revolution in France* (1790), contre les prétentions égalitaires et libertaires des révolutionnaires français et, au-delà, des milieux « radicaux » et « dissidents » religieux anglais qui, s'inspirant de l'exemple français, réclament de profondes réformes politiques et sociales en Grande-Bretagne même. Burke soutient qu'une société fondée

sur l'égalité est contre-nature et donc impossible à réaliser. De plus, les défenseurs des idées égalitaires font énormément de mal à la société car, en prétendant que des différences réelles entre individus ne sont qu'illusoire, ils inspirent des « faux espoirs et des vaines attentes chez ceux qui devaient voyager sur les chemins obscurs du travail laborieux ». Pire encore, ils ouvrent ainsi la porte des fonctions de responsabilité étatique à des gens modestes. Bien entendu, « les hommes de cette classe ne doivent pas être opprimés par l'État mais c'est l'État qui est opprimé quand on leur permet, soit collectivement, soit individuellement, de le gouverner ». Quant à la liberté, Burke objecte qu'elle est « dépourvue de relations concrètes [...] exhibant toute la nudité et l'isolement d'une abstraction métaphysique ». L'envoi des troupes pour supprimer des mouvements autonomistes en Martinique et à Saint-Domingue puis le décret privant les hommes de couleur du droit de citoyen lui fournissent l'occasion de démasquer la véritable nature des Droits universels de l'homme fondés sur la Raison « Vous commencez par poser des principes métaphysiques qui ont des conséquences universelles, après quoi vous tentez par le despotisme d'imposer des barrières à la logique. »³

- 3 Le déclenchement de la guerre entre la France et la Grande-Bretagne en 1793, guerre qui durera 22 ans, crée des antagonismes sans précédent au sein de la société britannique : face à une inflation galopante, des impôts écrasants et une pénurie de marchandises due à la perturbation du commerce international, des chuchotements de radicaux deviennent de plus en plus audibles et les *Corresponding Societies* préparent leur propre cabinet fantôme, la *Convention* ; des protestations s'organisent contre la guerre, donnant lieu à des grèves (le tiers de toutes celles du XVIIIe siècle en Angleterre ont lieu durant la décennie 1790) et, en 1797, à une rébellion massive des marins. Les représailles ne tardent pas – le gouvernement répond en abrogeant progressivement des droits fondamentaux – suspension du *Habeas Corpus* (en 1794, puis en 1798), adoption du *Treason and Sedition Act* (1795), de l'*Unlawful Oaths Act* (1797), du *Corresponding Societies Act* (1799) – et en interdisant les réunions publiques... En 1797 la Grande-Bretagne se trouve bien isolée en Europe : sa seule alliée, l'Autriche, a capitulé ; contrainte de se retirer de la Méditerranée, elle faillit se faire envahir par une force expéditionnaire française agissant en concert avec des insurgés irlandais. Les mots les plus redoutés ne sont plus « liberté » et « égalité » légitimées par la Raison, mais « égalité » et « universalité » que l'on cherche à imposer par les armes. Et bien que Burke meurt en cette même année 1797, isolé et aigri, ces idées ont déjà fait leur chemin et commencent à être intégrées dans la pensée Whig⁴.
- 4 C'est dans ce climat politique et social critique, que Lord Mornington, mieux connu sous son vrai nom, Richard Wellesley (1760-1842), est nommé gouverneur général des territoires indiens de l'*East India Company* en 1797. À trente-sept ans, cet aristocrate irlandais, tout comme son frère cadet, Arthur Wellesley (le futur duc de Wellington), est un farouche opposant à la Révolution française. Ayant déjà servi au Conseil de surveillance (*Board of Control*) de la Compagnie anglaise des Indes, il est bien au courant de la situation dans le sous-continent indien ainsi que des velléités territoriales des Français dans cette partie du globe.
- 5 L'Inde constitue en effet un enjeu majeur pour les Européens. Depuis leur création au début du XVIIIe siècle, les premières compagnies européennes de négoce avec l'Asie se livrent à une concurrence sans pitié pour s'emparer d'un commerce lucratif qui ne cesse d'augmenter. Limité dans un premier temps aux épices et aux objets de luxe, il est

en partie payé par des exportations des textiles de l'Inde dans un complexe échange triangulaire entre l'Europe, l'Inde et le reste de l'Asie. Quand, au cours du XVIIIe siècle, le thé devient la principale importation en Europe de l'Asie, il est acheté en Chine contre... de l'opium venant de l'Inde. À ces importations se rajoutent progressivement le salpêtre et l'indigo dont l'Inde est une fois de plus le plus grand fournisseur. Vers le milieu du XVIIIe siècle, l'Inde constitue la pièce maîtresse d'un système très complexe d'exportation, contre de l'argent comptant, des commodités vers l'Europe ainsi que vers le reste de l'Asie pour payer les achats européens. De plus, souvent cofinancées par des banquiers et marchands indiens, les expéditions commerciales européennes en Asie dépendent du capital indien⁵.

- 6 La conquête du Bengale par la compagnie anglaise en 1757, au début de la guerre de Sept ans (1756-1763), consacre la suprématie britannique en Asie. Les taxes foncières des territoires nouvellement acquis se rajoutent aux revenus de la Compagnie anglaise, rapportant à elles seules presque 20 millions de livres sterling par an à ses coffres. Mais en contrepartie, cette conquête oblige la compagnie à assumer l'administration et la gestion politique d'une province dont la superficie dépasse celle de la Grande-Bretagne. La factorerie fortifiée de Calcutta, fondée en 1690, devient alors la capitale des territoires indiens de la Compagnie des Indes, le siège du gouverneur-général de l'Inde et de son conseil⁶.
- 7 Des nouvelles inquiétantes attendent le nouveau gouverneur-général à son arrivée à Calcutta en 1798. Il apprend par la presse locale le projet de Napoléon d'attaquer l'Inde à partir de l'Égypte⁷. Il apprend également l'arrivée sur la côte de Malabar des troupes et conseillers militaires français afin d'aider leur plus important allié indien, le très puissant et redoutable roi du Mysore, Tipu Sultan, à monter une opération militaire contre les intérêts britanniques dans la péninsule. Le 26 novembre 1798, le Comité secret de la Compagnie des Indes lui envoie une dépêche l'informant de la conquête de l'Égypte par Napoléon⁸. Et malgré la nouvelle rassurante de la victoire britannique à Aboukir, une autre lettre, datée du 19 avril 1799, lui demande de considérer sérieusement l'envoi d'une force pour attaquer l'Égypte à partir de l'Inde⁹.
- 8 Wellesley ne perd pas de temps à agir. Il expédie une force armée en Égypte pour dissuader les Français de tout projet d'invasion terrestre de l'Inde il dépêche une mission en Perse afin de persuader le Chah de l'aider à contrer une éventuelle attaque terrestre française ; et à son frère, le colonel Sir Arthur, chargé à l'époque des troupes britanniques dans la péninsule indienne, il confie la tâche de contenir leur poussée militaro-universaliste dans le sous-continent. Celui-ci donne l'assaut au Mysore en mai 1799. Tipu Sultan est vaincu et tué à Seringapatam le 4 mai, et les Français perdent leur dernière emprise sur l'Inde¹⁰.
- 9 Se chargeant lui-même d'attaquer les Français sur le front des idées, Wellesley ne tarde pas à mettre fin à toute pensée radicale subversive à Calcutta il impose une censure draconienne à la presse locale, des visas à tout Européen sans mandat officiel ; enfin il élabore une stratégie efficace pour contrer le message égalitariste de la Révolution française.
- 10 Dans un mémoire daté du 10 juillet 1800, Wellesley expose son plan à ses supérieurs hiérarchiques à Londres¹¹. Bien que, constate-t-il, les territoires indiens de la Compagnie des Indes constituent désormais un empire durable, plus grand en superficie et en population que la plupart des États européens, les employés britanniques de celle-ci sont mal préparés pour assumer les responsabilités qui leur

incomber. Débarquant en Inde entre l'âge de quinze à dix-huit ans, au mieux avec quelques notions de comptabilité commerciale ils continuent de porter des grades – écrivains, facteurs ou marchands – faisant référence aux missions premières, de négoce, de la Compagnie¹². Sans aucun apprentissage des valeurs traditionnelles, un grand nombre de fonctionnaires de la Compagnie se laissent séduire par un mode de vie qui conduit souvent à la débauche, à l'indolence et au déclin physique. Or, les conquêtes territoriales de la seconde moitié du XVIIIe siècle, au Bengale, mais aussi dans la péninsule indienne, ont radicalement transformé les activités et les responsabilités de la Compagnie. Ses employés sont désormais appelés à assumer les fonctions de juges, de percepteurs, d'administrateurs et d'hommes d'État, instruments nécessaires d'un gouvernement sage et bien régulé. Cependant, les conditions en Inde ne sont pas celles de l'Europe la loi que les juges de la Compagnie sont obligés d'administrer est celle que les gens du pays se sont donnée depuis plusieurs siècles, « tempérée par les règlements récents du gouverneur général et l'esprit général de la constitution britannique ». Il en va de même pour le calcul et la collecte des impôts ainsi que pour les services commerciaux de la Compagnie, obligés de négocier avec des peuples ayant des connaissances et habitudes mercantiles fort différentes de celles des Européens¹³. Aussi, une connaissance des langues, us et coutumes de l'Inde s'avère-t-elle désormais indispensable à tout fonctionnaire de la Compagnie des Indes.

- 11 Dans ces conditions, pour mieux s'acquitter de leurs fonctions de nature complexe, il faut concevoir un système de formation qui combinerait les principes de gouvernement asiatique et britannique. De plus, poursuit Wellesley, « on ne peut pas nier que les principes erronés propagés par la Révolution française qui ont tant agité l'Europe ont atteint l'esprit des employés civils et militaires de la Compagnie de Indes. L'éducation défectueuse ou irrégulière contribue toujours au progrès de ce mal, alors qu'une institution qui fixe et établit dans leur esprit les principes sains et justes de religion et de gouvernement est la meilleure sécurité pour la stabilité de la puissance britannique en Inde »¹⁴. Quoi de mieux que de les sensibiliser à l'existence de structures sociales hiérarchisées et heureuses comme celles de l'Inde pour contrer les idées pernicieuses outre-Manche ?
- 12 Pour toutes ces raisons, et parce qu'il n'existe aucune institution de formation appropriée en Europe ou en Inde, Wellesley décide la fondation d'un collège à Fort William à Calcutta. Le décret le promulguant est daté du 4 mai 1800... premier anniversaire de la mort de Tipu Sultan. Comparable à Oxford et à Cambridge en diversité des moyens pour enrichir l'intellect, il est formellement inauguré le 24 novembre 1800. En plus du grec, du latin, de l'anglais, de l'histoire naturelle, philosophie naturelle et expérimentale, chimie, astronomie, économie politique et géographie, les nouvelles recrues y passeront trois ans dès leur arrivée en Inde pour apprendre l'arabe, le persan, le sanscrit, six vernaculaires indiens (Hindustani, Bengali, Telugu, Marathi, Tamul et Kannada), le droit hindou, islamique et britannique, histoire européenne et... l'histoire et les antiquités de l'Inde¹⁵. La plupart de ces sujets n'ont jamais été enseignés auparavant en Europe.

Le *Public Exchange and Coffee-House Building* derrière Tank Square, qui abrita le *College of Fort William* durant ses premières années (arrière-plan à gauche), par James Baillie Fraser, *Views of Calcutta and its Environs*, Londres, 1824-1826, planche 22.

- 13 Cependant, en Inde, un précédent existe déjà. En effet, Warren Hastings (1732-1818), le premier gouverneur général des Indes britanniques (1772-1785), avait déjà reconnu l'importance, pour une administration durable, d'une connaissance de tous les biens des territoires nouvellement acquis les revenus certes, mais aussi les antiquités, l'histoire naturelle, la topographie, les langues et coutumes locales, l'alimentation et les conditions générales de vie : « Toute accumulation du savoir [écrit-il] et notamment celui obtenu dans le cadre des interactions sociales avec les gens sur lesquels nous exerçons une domination fondée sur le droit de conquête est utile à l'État »¹⁶. Concentrant ses forces sur les langues, Hastings mit en place un système d'intéressement monétaire au bénéfice de ceux de ses officiers qui acceptaient d'étudier les divers aspects de la société indienne.

- 14 En dépit de cette incitation, la plupart des employés de la Compagnie ne s'intéressaient pas à ces questions – peu d'entre eux en avaient les capacités, venant en Inde avec une seule idée en tête : faire fortune. Seule une poignée de fonctionnaires y répondirent favorablement. Pour ce faire, ils prirent comme enseignants des indigènes, souvent les commis-interprètes (ou *moonshies*) qui leur servaient de banquiers et d'intermédiaires dans leurs interactions quotidiennes avec la population locale, dans tous les cas des lettrés de haute caste. Grâce aux efforts d'un des leurs, Sir William Jones, juge à la cour suprême à Calcutta, ils s'organisèrent en formant la *Asiatic Society of Bengal* en 1784. Ainsi, loin d'être un groupe de savants éclairés, coupé de la matérialité du monde, un corps embryonnaire d'orientalistes fut lié de manière organique à la vie administrative, économique et politique de l'Empire britannique émergent, participant aussi du grand courant des savoirs anglais du XVIIIe siècle¹⁷. En effet, la *Asiatic Society of Bengal* allait devenir un outil puissant pour la diffusion – en Inde comme en Europe et en Amérique du nord – de la production des orientalistes de la Compagnie des Indes, ayant une influence directe sur l'essor de plusieurs disciplines, notamment sur le romantisme anglais et allemand. Quoique aucun Indien ne fût admis comme membre à part entière de la société durant les premières décennies de son existence, beaucoup de savants indiens collaborèrent aux travaux de la société et quelques textes écrits par eux figurent même dans ses publications. Parmi les textes dans les cinq volumes d'*Asiatick Researches* publiés par la Société jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, un bon nombre concernent l'histoire, l'économie, les sciences, les langues classiques, les arts et la structure sociale du sous-continent. Deux traits caractérisent ces écrits : l'hindouisme

est fondamentalement une très ancienne religion monothéiste, et sa structure sociale hiérarchisée (fondée sur l'inégalité) fait de l'Inde une société heureuse¹⁸.

- 15 Cependant, l'adhésion à la *Asiatic Society of Bengal*, qui d'ailleurs n'offre aucune instruction, était facultative. En établissant son « université de l'Orient », Wellesley cherche d'une part à combler cette lacune en généralisant une formation à l'orientalisme, d'autre part à systématiser des rapports construits individuellement entre Britanniques et Indiens. Il choisit parmi les membres de cette société savante et leurs collaborateurs indigènes les enseignants de sa nouvelle institution. Orientalistes britanniques et savants indiens se partagent l'enseignement. À part l'enseignement, le Collège organise et encourage des expéditions dans les territoires contrôlés par les Britanniques afin de découvrir et d'acheter de nouveaux manuscrits pour sa propre bibliothèque. Vers 1805, ses enseignants réussissent à systématiser les grammaires de nombreuses langues vernaculaires du sous-continent et à en créer des dictionnaires. Ainsi, ces langues peuvent-elles être standardisées et enseignées à grande échelle. Durant les trois premières années, le Collège avait dépensé la bagatelle de 250 000 de livres sterling, somme comparable au budget des deux universités anglaises¹⁹.
- 16 On peut se demander si – comme le prétendent certains historiens que, une fois franchi le cap de Bonne espérance, les Anglais subissait une transformation mystérieuse devenant aussi bizarre que l'Orient où ils se rendaient – tout cela n'est que la manifestation idiosyncrasique d'un lord anglais, aux effets limités à l'administration en Inde et sans aucun effet en retour sur la société britannique ?²⁰
- 17 Trois considérations sont susceptibles de nous éclairer à ce propos. Le projet du collège reçoit l'aval du conseil de surveillance de la Compagnie des Indes. Seuls les quelques évangélistes britanniques protestent contre le danger de la perte des valeurs chrétiennes que représente, à leurs yeux, l'initiation aux valeurs indiennes. Désireux d'établir une formation scientifique pour leurs employés et anticipant des difficultés à trouver sur place un enseignant approprié, les directeurs de la Compagnie dépêchent à Calcutta, à leur frais, un savant écossais, James Dinwiddie (1746-1815), expert auprès du ministère du Commerce (*Board of Trade*) très au fait des derniers progrès français en matière d'explosifs²¹.
- 18 Les largesses démesurées de Wellesley durant les premières années ne plaisent pas à beaucoup d'actionnaires de la Compagnie des Indes. Faute de pouvoir arrêter complètement l'initiative de Wellesley, un compromis est trouvé : l'enseignement concernant la culture européenne va désormais être assuré en Angleterre avant que les futurs cadres ne partent pour l'Inde. Malgré cela, l'idée de Wellesley d'associer enseignants européens et indiens dut être conservée. Avec l'ouverture en métropole, en 1806, de l'*East India College* à Haileybury, des professeurs indiens viendront participer à la formation des futurs cadres de la Compagnie aux côtés des grands savants anglais tels que l'économiste Thomas Malthus²². Le schéma établi par Wellesley réapparaît alors dans le curriculum du nouveau collège. Avec la dissolution de la Compagnie et la fermeture de Haileybury en 1858, la formation des futurs hauts fonctionnaires de l'Empire britannique est assurée à Oxford. En 1885, l'université se dote d'un bâtiment pour héberger l'*Indian Institute*. La première pierre de cet édifice (aujourd'hui occupé par le département d'histoire de l'Université) porte une étonnante inscription en Sanscrit avec une traduction en anglais : « Cet édifice, consacré aux sciences de l'Orient, fut fondé pour l'usage des Aryas [Aryens] (Indiens et Anglais) par des hommes excellents et bienveillants désireux d'encourager le savoir.... Que, grâce à Dieu,

l'érudition et la littérature de l'Inde tiennent toujours une place d'honneur, et que l'amitié mutuelle entre l'Inde et l'Angleterre s'étende continuellement²³ »

- 19 Tous les ans, dès 1801 et pour les trente prochaines années jusqu'à la dissolution du *Fort William College* en 1831, celui-ci accueille une quarantaine de futurs fonctionnaires. Après avoir passé entre dix et vingt ans en Inde, ceux-ci vont rentrer en Grande-Bretagne pour occuper des postes de haute responsabilité au sein de la Compagnie, ou bien pour siéger au parlement, ou encore, pour quelques-uns, trouver un poste universitaire. Enfin, il serait peut-être utile de rappeler que les fers de lance de la réforme de l'éducation des années 1820-1830, notamment James Mill et Thomas Babington Macaulay furent tous étroitement associés à la Compagnie des Indes et très imbriqués dans les débats autour du *Fort William College*.
- 20 Bien que la thèse d'un esprit particulier des Britanniques en Inde ne tienne pas, au moins dans ce cas, et que l'influence sur la Grande-Bretagne de la politique d'éducation mise en place par Richard Wellesley en Inde soit indiscutable, je voudrais aussi mettre le lecteur en garde contre la thèse opposée selon laquelle l'Inde coloniale servit simplement de laboratoire à la construction de la société moderne – on adoptait les réformes en métropole si elles réussissaient en Inde. En concluant, je voudrais suggérer un tout autre tableau. Le projet du *Fort William College*, aussi avant-gardiste qu'il soit, n'est pas unique dans la Grande-Bretagne au tournant du XIXe siècle. Au contraire, il participe du même mouvement qui porte certains réformateurs en Angleterre à redéployer à leur avantage la peur de la Révolution française conjuguée avec les opportunités ouvertes par l'autre révolution qui secoue également l'Angleterre – la révolution industrielle – pour développer des programmes d'instruction populaire visant à maintenir le statu quo social. Selon eux, l'application de l'esprit d'entreprise de la révolution industrielle atténuerait éventuellement la pauvreté rurale, donc la menace d'un cataclysme social. Ainsi, la *Society for the Bettering the Condition of the Poor* et le *Board of Agriculture*, animés par la « philanthropie scientifique » de l'utilitarisme, tentent tous les deux de mettre en place des programmes d'éducation pour le peuple²⁴. Cette idéologie, véhiculée par une nébuleuse d'institutions, tant en métropole que dans l'Empire, a déterminé la manière dont la société britannique et son Empire se sont réorganisées pour assurer la suprématie de la Grande-Bretagne au cours du XIXe siècle.
- 21 La grande réussite dans cette voie est celle de la *Royal Institution*. Créée en 1799 à l'aide de fonds privés, la *Royal Institution*, comptait parmi ses actionnaires actifs un grand nombre de directeurs de la Compagnie des Indes. En plus de fournir une expertise scientifique pour le *Board of Trade* ainsi que pour la Compagnie des Indes, elle s'était donnée un programme ambitieux de séminaires scientifiques destinés au grand public, l'édition d'un journal scientifique, la construction d'un conservatoire d'instruments scientifiques ainsi que d'un laboratoire destiné aux démonstrations publiques²⁵. La société londonienne s'y pressait pour assister aux démonstrations scientifiques de son expérimentateur « magicien », Humphry Davy (1778-1829). En 1802, lors de sa leçon inaugurale, celui-ci assure son auditoire que la science prouve que la société est nécessairement et justement fondée sur la propriété et l'inégalité :
- 22 « La division inégale de la propriété et du travail, la différence de rang et de condition dans l'humanité sont les sources du pouvoir dans la société civilisée, sa cause première, son âme même ; et si l'on considère et espère que l'espèce humaine est capable de s'éclairer et de devenir plus heureuse, on peut seulement attendre que la société dans son ensemble soit liée par le savoir et par les arts utiles ; que les hommes agissent

comme les enfants d'un même aïeul, avec un but déterminé, de sorte qu'aucune puissance ne puisse devenir inutile, aucun effort perdu. »²⁶

- 23 Décidément, face au mondialisme britannique, avec sa capacité étonnante à forger des alliances aussi originales qu'inattendues, les idéaux révolutionnaires avaient fort à faire. Cependant, si les Britanniques avaient momentanément gagné la première manche et réussi à circonscrire l'universalisme français dans l'Hexagone, ils allaient eux-mêmes être pris à leur propre piège par les élites indiennes quand celles-ci commencèrent, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, à demander d'être prises au sérieux comme partenaires selon des principes syncrétiques annoncés quelques décennies plus tôt.

NOTES

1. *London Chronicle*, du 12 novembre 1792.
2. Public Records Office, Londres, TS 11.952.3496, John Frost et Joel Barlow à la *Society for Constitutional Information*, 29 novembre 1792.
3. Traduit aussitôt en français sous le titre *Réflexions sur la Révolution de France* par Pierre Dupont (Paris, Laurent fils, 1790). Les citations ci-dessus sont tirées de la nouvelle traduction de Pierre Andler (Paris, Hachette, 1989), respectivement pp. 62 sq., 10 et 283-284.
4. Pour l'histoire britannique de cette époque, voir Clive Emsley, *British Society and the French Wars 1793-1815* (Londres, Macmillan, 1979) et plus généralement, John Harold Plumb, *England in the Eighteenth Century* (Harmondsworth, Penguin, 1950) et Roy Porter, *English Society in the Eighteenth Century* (Harmondsworth, Penguin, 1982).
5. Pour l'histoire économique de l'Europe et l'Asie durant cette période, voir l'ouvrage classique de Holden Furber, *Rival Empires of Trade in the Orient 1600-1800* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1976) et Lakshmi Subramanian, *Indigenous Capital and Imperial Expansion : Bombay, Surat and the West Coast* (New Delhi, Oxford University Press, 1996).
6. Voir Claude Markovits, éd., *Histoire de l'Inde moderne 1480-1950* (Paris, Fayard, 1995) : chapitres XIII et XIV ; André Wink, *Land and Sovereignty in India. Agrarian Society and Politics under the Eighteenth-Century Maratha Svarajya* (Cambridge, Cambridge University Press, 1986), p. 306.
7. W. S. Seton-Karr, *Selections from the Calcutta Gazette* (Calcutta, Military Orphan Press, 1864), pp. 201-202.
8. *India Office Library Tracts*, vol. LXIX : *Review of the Affairs of India, 1798-1806*, (Londres, T. Cadwell, 1807), pp. 14, 16.
9. British Library, Londres, Additional Manuscripts 37282, f. 84 : lettre de David Scott à Wellesley.
10. Cyril Henry Philips, *The East India Company 1784-1834* (Oxford, Oxford University Press, 1961).
11. Richard Wellesley, « Minute on the Foundation of a College at Fort William, 10 July 1800 », in *The Despatches, Minutes and Correspondence, of the Marquess Wellesley, K. G.*,

During his Administration in India, éd. Robert Montgomerie Martin. 5 vol. (Londres, W. H. Allen & Co., 1836), ii, pp. 325-355.

12. Une connaissance de la règle de trois et de l'arithmétique commerciale, accompagnée de quelques appuis bien placés, suffit alors pour intégrer la Compagnie. Voir à ce propos, Anthony J. Farrington, *The Records of the East India College Haileybury & Other Institutions* (Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1976), p. 4.

13. Wellesley, « Minute... », pp. 327-328.

14. *Ibid.*, p. 346.

15. Wellesley, « Regulation for the foundation of the College of Fort William in Bengal », in *Ibid.*, pp. 356-361.

16. Lettre, datée du 4 octobre 1784, de Warren Hastings à Nathaniel Smith, président de la Compagnie des Indes anglaise, reproduite par Peter James Marshall, éd., *The British Discovery of Hinduism in the Eighteenth Century* (Cambridge, Cambridge University Press, 1970), pp. 184-192, (p. 189).

17. Dans ce contexte, l'orientalisme regroupe tout ce qui a trait aux langues, à la culture, aux habitudes, aux savoirs traditionnels (astronomie, botanique, etc.) des pays de l'Orient.

18. Sur les débuts de l'orientalisme britannique en Inde, voir Kapil Raj, « Christian Confessions and Styles of Science in Nineteenth-Century Bengal : their role in the emergence of Great Britain », dans Patrick Petitjean, éd., *Les sciences coloniales : figures et institutions* (Paris, ORSTOM, 1996), pp. 285-297 et *Idem*, « La Compagnie des Indes. Du commerce à la linguistique », *La Recherche*, n° 300 (juillet-août 1997), pp. 46-49.

19. A. J. Farrington, *op. cit.*, p. 6.

20. Voir par exemple Eric Stokes, *The English Utilitarians and India* (Oxford, Clarendon Press, 1959).

21. William Jardine Proudfoot, *Biographical Memoir of James Dinwiddie LLD Astronomer in the British Embassy to China, 1792-1793* (Liverpool, Edward Howell, 1866), pp. 98-99 ; et James Dinwiddie, *Syllabus of a Course of Lectures on Experimental Philosophy* (Londres, A. Grant, 1789).

22. *Ibid.*, pp. 104-106.

23. « *This Building, dedicated to eastern sciences, was founded for the use of Aryas (Indians and Englishmen) by excellent and benevolent men desirous of encouraging knowledge. [...] By the favour of God may the learning and literature of India be ever held in honour, and may the mutual friendship of India and England constantly increase.* »

24. David Owen, *English Philanthropy 1660-1960* (Londres, Oxford University Press, 1965), p. 105 ; Pour une expression claire et sans ambages de cette philosophie, voir Humphry Davy, *Éléments de chimie agricole, en un cours de leçons, pour le Comité d'agriculture*, trad. A. Bulos (Paris, Ladrangé, 1819), p. 29 : « C'est aux grands, aux riches propriétaires, à ceux que l'éducation a rendus capables de former des plans bien conçus, et que la fortune a mis à même de les exécuter, qu'il appartient de répandre l'instruction parmi les classes subalternes : ils y sont d'ailleurs intéressés ; car les bénéfices de celui qui possède sont liés à ceux de la personne qui exploite. L'attention de l'un sera plus minutieuse et plus soutenue, quand il sera convaincu des connaissances de l'autre, et qu'il n'aura plus l'espérance de le tromper. L'ignorance de celui-ci, sur la manière dont les terres doivent être tenues, est souvent cause de la négligence de celui-là. *Agrum pessimum mulctari cujus dominus non docet sed audit villicum.* »

25. Pour l'histoire des premières décennies de la *Royal Institution*, voir Morris Berman, *Social Change and Scientific Organisation* (Ithaca, Cornell University Press, 1978).

26. « *The unequal division of property and of labour, the difference of rank and condition amongst mankind, are the sources of power in civilized life, its moving causes, and even its very soul ; and in considering and hoping that the human species is capable of becoming more enlightened and more happy, we can only expect that the great whole of society should be ultimately connected together by means of knowledge and the useful arts ; that they should act as the children of one great parent, with one determinate end, so that no power may be rendered useless, no exertions thrown away.* » Humphry Davy, *The Collected Works of Sir Humphry Davy, Bart.* éd. John Davy, 9 vol. (Londres, Smith, Elder, 1839), ii, p. 323.

RÉSUMÉS

La France révolutionnaire menace la Grande-Bretagne et son empire par la force de ses idéaux égalitaires et universalistes autant que par sa force militaire. Pour arrêter la propagation des « principes erronés » de la Révolution française parmi ses employés britanniques et pour leur inculquer les « vrais principes de la religion et du gouvernement », la Compagnie des Indes fonde en 1800 le *Fort William College* à Calcutta. Pendant trois ans, les futures recrues de la Compagnie y apprendront la science et la littérature européennes, mais aussi des langues, sciences et philosophies de l'Inde et sa structure sociale stratifiée. Leurs professeurs sont non seulement des orientalistes britanniques, mais également des savants indiens. Quand, en 1806, une partie du College est rapatriée en Angleterre, quelques-uns de ces derniers l'accompagnent pour enseigner aux côtés de savants britanniques comme Thomas Malthus. Loin d'être isolée, cette expérience participe d'un mouvement plus général en Angleterre, où scientifiques et réformateurs s'allient pour propager un modèle social fondé sur l'inégalité du monde en contrepoint des idéaux universalistes de la Révolution française.

Early 19th-Century orientalism in India : The British response to the universalist ideals of the French Revolution

The end of the 18th century saw Great Britain and its empire under severe threat from revolutionary France, both through its military strength and the force of its egalitarian ideals. In 1800, in order to put a stop to the propagation of the «erroneous principles» of the French Revolution amongst its European employees, the English East India Company founded a college at Fort William in Calcutta. There, the future servants of the Company were taught European science and literature as well as the languages, sciences, philosophies and the structure of the stratified societies of India, so as to inculcate in them «the true principles of religion and government». They had as teachers not only British orientalists but also learned Indians, and when, in 1806, part of the teaching was moved to England, some of the Indian teachers were also moved to teach alongside the likes of the political economist, Thomas Malthus. This seemingly unnatural alliance partook of a larger movement in England where reformers allied with men of science to propagate a social and political model founded on global inequality, diametrically opposed to the universalist ideals of the French Revolution.

INDEX

Mots-clés : universalisme, orientalisme, Grande-Bretagne, Inde

AUTEUR

KAPIL RAJ

Chargé de recherche au CNRS. Centre de recherches en histoire des sciences et des techniques (UMR 2139)